

**Conseil économique et social**

Distr. limitée
22 mars 2011
Français
Original: espagnol

Commission des stupéfiants**Cinquante-quatrième session**

Vienne, 21-25 mars 2011

Point 6 de l'ordre du jour

**Application de la Déclaration politique et du Plan d'action
sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée
et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue****République bolivarienne du Venezuela: projet de résolution****Promotion de la coopération internationale pour aider les États
les plus touchés par le transit de drogues**

La Commission des stupéfiants,

Consciente que, dans la Déclaration politique sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue¹, les États Membres ont reconnu que les États de transit faisaient face à des difficultés multiples,

Sachant que, dans sa résolution 52/2, elle a reconnu que les États de transit étaient confrontés à diverses difficultés liées à l'accroissement des quantités de drogues illicites transitant par leur territoire du fait de l'offre croissante de drogues illicites et de la demande de drogues illicites sur certains marchés,

Notant que, dans sa résolution 64/182, l'Assemblée générale s'est engagée à promouvoir la coopération bilatérale, régionale et internationale, notamment les échanges de données de renseignement et l'entraide transfrontalière, surtout en encourageant et en favorisant cette coopération de la part des États les plus directement touchés par les cultures illicites et par la production, la fabrication, le transit, le trafic, la distribution et l'usage illicites de stupéfiants et de substances psychotropes,

Rappelant la résolution 53/115 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a instamment prié les gouvernements, les organes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées et autres organisations internationales d'aider et d'appuyer, sur demande, les États de transit, en particulier les pays en développement qui avaient besoin d'une telle aide et d'un tel appui, en vue de renforcer leurs capacités en matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

¹ A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.



Rappelant également que, dans sa résolution 56/124, l'Assemblée générale a reconnu qu'il était souhaitable d'apporter un appui aux États qui étaient les plus touchés par le transit des drogues et étaient disposés à mettre en œuvre des plans pour l'éliminer,

Ayant à l'esprit que, dans sa résolution 57/174, l'Assemblée générale a reconnu la nécessité d'apporter un appui aux États qui étaient les plus touchés par le transit des drogues, conformément à la résolution 2002/21 du Conseil économique et social,

Considérant que, dans sa résolution 65/233, l'Assemblée générale a exhorté les États Membres à intensifier leur coopération avec les États de transit touchés par le trafic de drogues illicites et à renforcer l'aide qu'ils leur apportaient, que ce soit directement ou par l'intermédiaire des organisations régionales et internationales compétentes,

1. *S'inquiète* des difficultés que rencontrent les services de détection et de répression en matière de lutte contre les drogues, dans les États les plus touchés par le transit de drogues, pour ce qui est de s'acquitter de leur engagement consistant à empêcher ces substances d'atteindre les marchés de consommation ou d'être détournées vers les circuits de distribution interne;

2. *Note* que les efforts déployés par les États les plus touchés par le transit de drogues doivent aller de pair avec une coopération internationale fondée sur le principe de la responsabilité commune et partagée;

3. *Reconnaît* qu'il faut appuyer les efforts consentis par les États les plus touchés par le transit de drogues pour ce qui est de mettre en place des mécanismes de contrôle efficaces et de renforcer la sécurité aux frontières en vue de prévenir le trafic de drogues, à la fois en direction et en provenance du territoire national, au moyen de mesures qui viennent compléter les efforts déployés par les États les plus touchés par la production et la fabrication illicites de drogues;

4. *Prie* la communauté internationale, en particulier les États les plus touchés par l'usage illicite de drogues, de fournir d'urgence, sur la base du principe de la responsabilité partagée, une assistance et un appui techniques suffisants aux États de transit les plus touchés en vue de renforcer leurs capacités de lutte contre le trafic de drogues illicites;

5. *Exhorte* les organisations internationales, les institutions financières et les donateurs concernés à fournir aux États les plus touchés par le transit de drogues illicites l'assistance technique et financière nécessaire, notamment par le renforcement et la promotion des moyens humains disponibles dans ces États et la fourniture du matériel et des installations techniques nécessaires, en vue de les aider à lutter plus efficacement contre le trafic de drogues illicites;

6. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'étudier, le cas échéant, la nécessité d'élaborer, en consultation avec les États les plus touchés par le transit de drogues, des projets spécifiques qui répondent à leurs besoins en matière d'assistance technique et financière;

7. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui faire rapport, à sa cinquante-sixième session, sur l'application de la présente résolution.